

# terre

Trimestriel  
Été 2009

n° 125

Belgique- Belgïe  
P.P  
Liège X  
9/90

Entreprendre autrement au Nord et au Sud



## Lumière sur les entrepreneurs de l'ombre



**Le Village n°1**  
De l'emploi pour  
plus d'un millier de  
travailleurs (P. 11)



**Scènes et fil**  
Une coopérative née  
pour costumer vos  
envies ! (P. 15)

# terre

**Coordination :**  
David Gabriel

**Secrétariat de rédaction :**  
Geneviève Godard

**Comité de rédaction :**  
Raphaël Ernst, David Gabriel, Geneviève Godard, Quentin Mortier, Xavier Roberti et Salvatore Vetro

**Ont collaboré à ce numéro :**  
Mila Arratibel, Yaneth Fernández Collado, Juan Jose Diaz, Stéphane Emmanuelidis, Bénédicte Fonteneau, Gino Gallo, François Greslou, Olatz Pradini, Nieves Ramos Rosario, Anne Somzé, Brigitte Van den Bossche, Christine Vandenhove et William Wauters

**Correction :**  
Cédric De Lievre

**Photos de couverture :**  
• C1 : Juan Jose Diaz (Insertadix)  
• C4 : Quentin Mortier (Sénégal)

**Création graphique :**  
Agence A3/Herstal

**Impression :**  
Imprimerie Fortemps  
Imprimé à 7.000 exemplaires sur papier 45% labellisé FSC et 55% recyclé

Toute reproduction, même partielle, des textes et illustrations parus dans le journal Terre est encouragée mais soumise à l'autorisation préalable de l'éditeur et/ou des ayants droit au copyright

**Rédaction :**  
4<sup>e</sup> avenue, 45 - 4040 Herstal  
T : +32 (0)4 240 68 48  
F : +32 (0)4 240 68 42  
E : info@autreterre.org  
W : www.autreterre.org

**N° de compte :**  
096-2241896-53



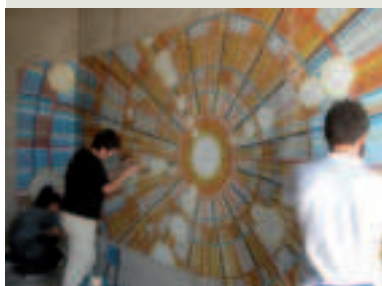
Cette publication est soutenue par :



## Sommaire

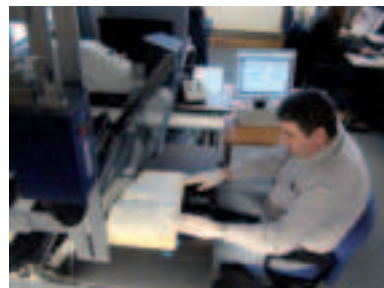
**3**  
**Édito**

**4**  
**Association Le Cerisier à Villena (Espagne)**  
Portrait d'une entrepreneuse sociale espagnole



**7**  
**Des cartouches... qui respectent la vie... une idée du « toner »**  
Histoire d'un chef d'entreprise au parcours étonnant

**9**  
**Emaús Fondation Sociale de San Sebastian (Espagne)**  
Des acteurs au service d'un développement humain durable



**11**  
**Le Village n°1**  
De l'emploi pour plus d'un millier de travailleurs

**15**  
**Scènes et fil, une coopérative née pour costumer vos envies !**  
Cinq femmes prennent en main leur avenir avec passion

**18**  
**Les acteurs et bénéficiaires de l'économie sociale en Afrique**  
Entretien avec B. Fonteneau



**22**  
**Terre libre Sud**  
Femmes Écosolidaires : la gestion solidaire de matériaux recyclables par des femmes à Arequipa (Pérou)  
**Nord**  
La gestion des vêtements usagés, un service qui gagne à être (re)connu  
**Brèves**

# édito

**L**e Jeu des Dictionnaires de la RTBF vient d'enregistrer une de ses émissions dans les ateliers de tri textile de Terre asbl. J'aimerais, en utilisant le principe de ses comédiens, m'essayer — en toute humilité — à une définition burlesque de l'économie sociale.

«- *Qu'est-ce que... l'économie sociale ?*

-*Alors voilà : l'économie sociale est un sous-secteur, d'une sous-économie, de notre sous-société.*

*Mais oui, vous savez bien, c'est le secteur qui s'occupe de ces travailleurs handicapés, sous-payés, subsidiés à outrance, non qualifiés (et inqualifiables), souffrants (que diiiiis-je ? pestiférés !), analphabètes... mais aussi des paresseux qui n'arrivent pas à trouver un emploi dans la VRAIE économie. C'est également ce secteur qui s'occupe des vieux qui n'ont plus leur place dans la vie active et des jeunes qui ne l'auront peut-être jamais !*

*En résumé, c'est l'économie des rebuts de la société qui sont tout juste bons à être occupés dans des sous-emplois ! Et ne parlons même pas des autres dérangés qui s'intéressent à cette thématique diffamante et subissent le courroux, à juste titre, de leurs semblaables ! Non mais franchement, a-t-on idée d'approcher ce secteur ? De l'étudier ? D'y travailler ? Brrr, j'en ai des frissons dans le dos !*

*Voilà, c'est cela l'économie sociale, une économie de bas-fond pour des gens qui ont la tête dans l'eau. »*

Est-ce la bonne définition ? J'espère en tout cas qu'elle ne sera pas reprise telle quelle par le Conseil wallon de l'économie sociale... En fait, elle aura surtout eu le mérite d'évoquer certaines croyances erronées dans lesquelles nous devons parfois nous débattre.

Le but de cet éditorial n'est ni de vous donner une vraie définition, ni un contre-témoignage autrement éloquent — bien que peut-être tout autant idéologique — de ce que sont vraiment les acteurs de l'économie sociale. Son seul intérêt est de vous inviter à lire, dans les articles qui suivent, les expériences très diversifiées de personnes qui ont bien voulu raconter leur histoire au travers de leurs authentiques initiatives solidaires. C'est bien aux acteurs de l'économie sociale que nous avons consacré ce numéro.

Le premier article a été écrit par une entrepreneuse sociale espagnole qui nous raconte l'histoire d'associations de service social et d'insertion dont elle a la « maternité ».

Vient après le témoignage d'un chef d'entreprise belge qui a décidé de remettre en cause les finalités initiales de son action et d'emboîter le pas de l'écono-



J. Constant / Terre

> Pierre Kroll, lors de l'enregistrement du "Jeu des Dictionnaires" au centre de tri textile de l'asbl Terre à Herstal.

mie sociale pour son activité originale de recyclage de cartouches d'encre.

C'est ensuite la Fondation Sociale d'«Emaús San Sebastian» (en Espagne) qui, à travers une de ses anciennes employées, nous explique sa philosophie de travail avec les personnes qui poussent la porte de ses services.

Stéphane Emmanuelidis, directeur du Village n°1, a également pris la plume pour nous raconter l'histoire de cette organisation qui est allée du caritatif à l'économie sociale, en passant par différentes formes — atelier protégé, entreprise de travail adapté, entreprise d'insertion — reflétant autant de manières d'envisager le travail avec les usagers.

Et puis, une travailleuse belge engagée dans une toute jeune coopérative — Scènes et fil — destinée aux arts de la scène, nous raconte son parcours, vécu avec quatre autres femmes, en vue de vivre de sa passion.

Enfin, pour changer de continent, c'est Bénédicte Fonteneau (de la KUL) qui nous donne un aperçu des acteurs et bénéficiaires de l'économie sociale en Afrique.

La lecture de ces témoignages pourra, j'en suis certain, nous faire sortir des ornières de préjugés dont les travailleurs de l'économie sociale sont souvent les victimes. Elle nous permettra de lever un coin du voile sur la richesse de personnes qui sont engagées dans des initiatives donnant une grande place à l'éthique et aux travailleurs.

Ce que ces articles nous montrent c'est que, finalement, le handicap le plus grand est probablement celui de rester enfermé dans des schémas d'idées préconstruites par peur du changement et de remise en question de nos modes de fonctionnement traditionnels. ■

David Gabriel

## Association Le Cerisier à Villena

Portrait d'une entrepreneuse sociale espagnole

Je suis une femme heureuse. À cinquante ans, je regarde en arrière et je constate que j'ai pu faire dans la vie ce que je planifiais. Et surtout, je regarde en avant et je sens que j'ai la force de continuer à le faire.

**L**e militantisme s'est enregistré dans mon cerveau quand j'étais adolescente, dans un petit village baigné par l'Atlantique et situé dans les soi-disant heureuses îles Canaries. Je pressens qu'il finira aussi quand le même océan accueillera mes cendres pour m'unir définitivement à la vie. Bien que fascinée par la mer, la nécessité de réaliser un rêve m'amena à Villena, une plaine de la Communauté valencienne, dont le paysage est toutefois propre au plateau castillan.

### Les premiers pas d'un grand projet

Cela fera douze ans au mois d'août que j'ai commencé un projet d'insertion socioprofessionnelle, dans une propriété de trois hectares que nous avons baptisée Le Cerisier, en l'honneur d'un arbre précieux qui nous accueille à l'entrée du terrain.

Les premiers temps ont été fascinants mais aussi difficiles. J'arrivais dans un lieu où je ne connais-

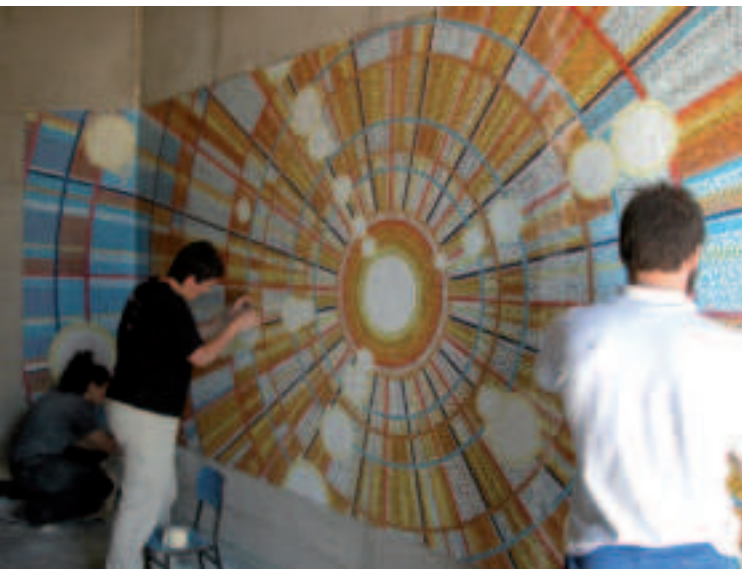
**J'arrivais dans un lieu où je ne connaissais personne, avec l'idée de réaliser un projet d'économie sociale et ce, sans ressources. J'avais seulement un grand rêve et l'espoir de celui qui croit qu'un autre monde est possible.**



> Nieves et sa fille, Esther

sais personne, avec l'idée de réaliser un projet d'économie sociale et ce, sans ressources. J'avais seulement un grand rêve et l'espoir de celle qui croit qu'un autre monde est possible. La première démarche, selon ce vieux modèle d'action catholique «voir, juger et agir », a été de connaître l'environnement. La pro-

priété est située dans une ancienne lagune desséchée. Cela donne un paysage particulier composé de terres grises entourées de gypse et de puits d'eau salée d'où on extrait le sel. Pour ce faire, nous avons réalisé une étude dénommée *la Lagune du Roi*, avec une équipe interdisciplinaire qui nous a permis d'approfondir notre connaissance des aspects géographiques, géologiques, biologiques et historiques de ce lieu emblématique



> Le trencadis, un art qui donne une couleur et une grande beauté à des édifices, des parcs, des jardins et différents objets de décoration.

de la zone. Nous avons compilé ces informations dans un documentaire qui a été plébiscité en premier lieu par les gens de la région, qui se sentaient fiers de leur environnement, puis ensuite dans quelques festivals environnementaux.

### L'association définit ses ambitions

Parallèlement à cette étude, un travail a été réalisé au niveau des installations de la propriété et de la constitution formelle d'une association sans but lucratif dénommée Le Cerisier dont les missions sont la formation et la promotion d'entreprises d'insertion pour les populations en difficulté. Cette organisation est également mue par une volonté de promouvoir l'égalité des genres et la coopération internationale.

Grâce à la constitution en association, d'autres personnes se sont intéressées au projet, nous avons eu accès à des subventions et signé différents accords de collaboration.

Une fois les installations terminées, les premiers ateliers de formation professionnelle ont commencé avec des jeunes adultes marginalisés. Ces ateliers étaient inscrits dans le Programme opérationnel de lutte contre l'exclusion que le Fonds Social Euro-

péen menait à travers «Cáritas Española»<sup>1</sup>. Pour la première fois, les organisations travaillant dans le même domaine allaient être encouragées à se concerter entre elles en vue d'exécuter un programme global. Pour celui-ci, nous avons donc mis nos installations à disposition ainsi qu'une contrepartie financière.

### Lorsque Le Cerisier se déploie

À cette époque, il n'y avait dans la zone aucun recours possible pour les jeunes filles qui avaient échoué dans le système scolaire, faisaient l'objet de mesures préventives ou étaient en cure de désintoxication. Bien que les ateliers ne soient prévus que pour une durée déterminée de deux mois, nous avons fait un effort pour que les « filles en difficulté » puissent rester toute l'année, en cherchant un financement alternatif. Après deux ans de démarches bureaucratiques et une mise en ordre des installations conformément à la loi en vigueur, nous avons obtenu la reconnaissance du Conseil du Bien-être social et l'agrément pour 24 places, bien que seulement 12 soient financées.

Au Centre, 12 garçons et filles (de 14 à 18 ans) provenant de services sociaux se présentent quotidiennement pour passer la matinée ou

l'après-midi et partager le repas. Ils acquièrent ensemble des habitudes de comportement, de conduite, d'habileté sociale, des connaissances en maçonnerie, horticulture écologique, jardinage et confection artisanale de chaussures.

Pour s'occuper de ce service, Le Cerisier compte six personnes salariées, dont deux à mi-temps, qui maintiennent l'activité du centre les 365 jours de l'année.

Parallèlement et suite aux premiers ateliers d'artisanat, nous avons monté une entreprise d'insertion active dans la construction de mobilier urbain, appelée *Insertadix*.

### Insertadix, ingénieuse insertion

L'activité économique de l'entreprise est basée sur le développement d'une technique, le « trencadis ». Originaire de Barcelone, cette technique a été inventée par Antonio Gaudí, un architecte catalan qui, avec des carreaux de couleurs (mosaïque) découpés et collés sur des surfaces lisses, créa des figures, des formes, un art en définitive, qui donne une couleur et une grande beauté à des édifices, des parcs, des jardins et différents objets de décoration.

Le produit est spécialement orienté



vers des entreprises de construction, qui sont actuellement dans une crise profonde en Espagne, ainsi que vers l'administration publique chargée de construire et d'entretenir des parcs, des jardins, des rotondes...

La réalisation de ce travail artisanal a reçu un très bon accueil du public en général et des institutions publiques qui se font l'écho d'une forme de citoyenneté, puisqu'elles offrent de la couleur aux villes et aux villages. Ces réalisations sont en outre très faciles à entretenir et durables dans le temps.

*Insertadix* compte actuellement neuf travailleurs et travailleuses. Cinq d'entre eux proviennent du centre de jour.

### L'importance des réseaux pour une reconnaissance légale et sociale

L'entreprise est toujours dans l'attente d'une reconnaissance officielle comme entreprise d'insertion car la Communauté valencienne n'a toujours pas sorti le règlement relatif à la Loi valencienne des entreprises d'insertion approuvée il y a pourtant deux ans et demi sous l'insistance du sec-

teur représenté par AVEI (Association Valencienne d'Entreprises d'Insertion). Ce règlement permettrait la reconnaissance des entreprises d'insertion et surtout, faciliterait l'obtention de mesures d'appui économiques.

**Le Cerisier est également un membre actif de l'association constituée par la Banque Éthique d'Espagne qui promeut différentes manières d'utiliser l'argent en finançant des projets qui tiennent compte de la solidarité.**

AVEI fait aussi partie de la Fédération Étatique d'Entreprises d'Insertion (FAE-DEi) qui a obtenu, l'année passée, une loi nationale relative aux entreprises d'insertion et aujourd'hui en vigueur.

L'Espagne est constituée, territorialement, par des Communautés autonomes qui ont des compétences en matières d'emploi et de services sociaux, tandis que le régime fiscal et la sécurité sociale restent aux mains de l'État. Par ce fait, la loi étatique examine ces différents aspects et améliore les conventions des contrats d'insertion.

Le Cerisier est également un membre actif de l'association constituée par la Banque Éthique d'Espagne qui promeut différentes manières d'utiliser l'argent en finançant des projets qui tiennent compte de la solidarité, de l'environnement, du développement durable, de l'économie sociale, etc. Toute cette activité a grandi parallèle-

ment à mes trois enfants, David, Gabriel et Esther, qui ont accompagné beaucoup de réunions, de voyages, de fêtes et de tensions, qui, aujourd'hui, leur permettent aussi de croire et de penser qu'un autre monde est possible. |

Nieves Ramos Rosario  
Présidente de l'Association Le Cerisier

Traduction : D.G.  
Photos : Juan Jose Diaz

1. Et, pour ce qui concerne Le Cerisier, grâce à une collaboration avec Cáritas Diocesana de Orihuela- Alicante.



**Association Le Cerisier**  
Partida Canal de Confitte, 60  
03400 VILLENA  
ALICANTE  
T: 965979170  
www.insertadix.com

> Lagune où se trouve *Le Cerisier*



# Des cartouches... qui respectent la vie... une idée du « toner »

Histoire d'un chef d'entreprise au parcours étonnant

Entretien avec Gino Gallo, directeur de Giga Service à Fleurus

Gino Gallo est un chef d'entreprise au parcours atypique. D'abord maître d'éducation physique et instructeur en technique de génie à l'armée, il fait ensuite ses premières « armes » dans le monde économique comme technico-commercial, puis comme consultant marketing pour une société de management et participe à ce titre à la restructuration d'une boîte bruxelloise qui distribue des machines à café dans l'industrie.

**A**près y avoir assumé une mission de direction, il prend goût au management et décide de créer sa propre entreprise en 1998. Il aurait pu, avec toute la rigueur qui le caractérise, se développer dans un secteur de pointe sans se soucier du monde qui l'entoure. Il a choisi, allez savoir pourquoi, de s'engager dans divers choix éthiques et durables qui correspondaient à des envies profondément ancrées mais qui n'avaient pas encore eu la possibilité de s'exprimer.

J'ai rencontré la première fois Gino Gallo en 2004 lors d'une conférence organisée par le Forem de Charleroi où il expliquait pourquoi il avait fait le choix d'engager des personnes défavorisées qui étaient

accompagnées par un *job coach* participant à un projet soutenu par la Région wallonne et la Fondation Roi Baudouin. Il était alors un entrepreneur de l'économie ordinaire et désirait associer des personnes en difficulté au succès de son entreprise.

Quand on lui pose la question: «Quelle est la plus grande satisfaction que vous procure votre entreprise?» il répond sans hésiter: «C'est l'épanouissement des membres de mon personnel qui

m'apporte le plus de satisfaction. Ils ont tous évolué de façon remarquable, sur le plan professionnel et individuel. J'ai du plaisir à voir comme ils s'impliquent et leur motivation est devenue un atout majeur dans la qualité de nos relations mais aussi celui du produit. Ce sont de véritables partenaires.»

## Le produit, parlons-en.

«Giga service», son entreprise, collecte et recycle depuis 1998 des cartouches de toner pour les imprimantes, fax, copieurs, recharges à jet d'encre, etc. pour les revendre aux utilisateurs qui lui en apportent des vides. La valorisation de ce matériel nécessite l'application d'une méthodologie rigoureuse. Dans l'atelier, situé à Fleurus, une main-d'œuvre qualifiée assure le nettoyage, le contrôle des composants, le rempla-

« C'est l'épanouissement des membres de mon personnel qui m'apporte le plus de satisfaction. Ils ont tous évolué de façon remarquable, sur le plan professionnel et individuel. »





> Gino Gallo

## Quelques chiffres en Belgique :

- 8 millions de cartouches sont utilisées par an, dont 80% finissent en décharge.
- Produire une cartouche laser neuve équivaut à consommer 3,4 l de pétrole.

cement des éléments défectueux et le remplissage des cartouches qui sont testées avant stockage. Afin de se démarquer par rapport aux produits blancs, il crée et dépose la marque ECOTOP. Ces cartouches bénéficient d'une garantie équivalente aux produits d'origine. «Le choix du produit», insiste Gino Gallo, «fait aussi partie de mes choix éthiques». Je désirais un projet conforme à mes valeurs, une activité dans le fil du développement durable: circuit court et endogène. Tout est fait dans ce sens: on collecte ici, on valorise ici et on réutilise ici, les emballages sont biodégradables et le flux des déchets suit rigoureusement un circuit respectueux de l'environnement. Les prix intéressants et la qualité de la marchandise incitent les consommateurs à réutiliser du matériel qui, sans cela, aurait grossi la quantité de déchets polluants et dangereux.»

Aujourd'hui, Giga Service est une Société à Finalité Sociale agréée Entreprise d'Insertion par la Région wallonne et composée de sept travailleurs. Cet entrepreneur issu du monde économique ordinaire a fait le pas vers une autre économie qui met la personne au centre de ses préoccupations.

### Quelles sont les difficultés rencontrées dans le développement de l'entreprise?

«J'en vois quatre», explique Gino Gallo. «La première, c'est de mettre des valeurs éthiques au centre du projet industriel et de les défendre. Cela peut sembler utopique mais je crois que le temps commence à me donner raison.

La deuxième, c'est l'industrie des fabri-

cants d'origine qui augmente la technicité et le nombre de modèles en mettant des barrages mécaniques ou électroniques entravant ou compliquant la valorisation. Une cartouche qui pouvait être réemployée de sept à huit fois dans les années nonante ne l'est plus aujourd'hui que trois à quatre fois, en prenant toutes les précautions.

La troisième, c'est de forcer les *a priori* du «recyclé», barrages à l'innovation des comportements, de vaincre les préjugés qui amènent des acheteurs à continuer à choisir des produits d'origine pour un rapport qualité-prix bien moins intéressant.

La quatrième, c'est la frilosité de nos institutions publiques à conduire des marchés publics écologiques où les critères environnementaux et sociaux ont leur place dans les textes européens et ailleurs dans le monde (États-unis, Canada, Australie...). L'alibi de textes européens ultralibéraux n'est pas correct et même malhonnête.»

### Quelles sont vos forces ?

«Nous maîtrisons la filière complète de recyclage», poursuit-il, «et cela avec un personnel motivé et compétent.»

«Nous garantissons aux clients une qualité équivalente à l'original, une gestion correcte des déchets et une transparence ainsi qu'un suivi individualisé. L'intérêt pour le client est, bien sûr, financier (économie de 20 à 30 %) mais aussi éthique grâce à notre acti-

tivité génératrice d'emploi et respectueuse de l'environnement.»

### Des projets d'avenir ?

«Mon intérêt pour les pays du Sud n'est pas nouveau», termine cet entrepreneur

étonnant, «mais je peux enfin essayer d'investir concrètement dans une entreprise équivalente au Rwanda et j'espère en reproduire bientôt une autre en Côte d'Ivoire. Mon intérêt pour le Sud est plus qu'un questionnement, c'est une véritable interpellation sur les dérives de nos modes de production/consommation au Nord et au Sud. Mon parcours m'a aussi conduit à un engagement déterminé et

volontaire: face aux limites des entreprises de l'économie classique, je recommande et préfère l'intégration des principes de l'économie sociale.

Il n'y a jamais rien à perdre à faire plus pour la terre et les hommes.» |

Entretien et documentation :  
Salvatore Vetro

Photos : Giga Service SAFS

**La première difficulté, c'est de mettre des valeurs éthiques au centre du projet industriel et de les défendre. Cela peut sembler utopique mais je crois que le temps commence à me donner raison.**



**Giga Service SAFS,**  
Entreprise d'Insertion  
Valorisation de consommables  
informatiques  
Ecotop.giga@skynet.be  
www.ecotop.be/spip.php

Espagne

# Emaús Fondation Sociale de San Sebastian

Des acteurs au service d'un développement humain durable

Au sein du Groupe Emaús Fondation Sociale, nous avons toujours travaillé pour le développement humain durable et cela depuis trois perspectives qui, pour nous, sont nécessairement complémentaires: le social, l'économique et l'environnemental.

C'est donc l'axe du développement de la personne qui est avant tout privilégié et qui, grâce à ces trois piliers, possède une garantie de durabilité.



**E**maús Fondation Sociale met en jeu différents acteurs par le fait qu'elle mène des actions très diverses comme des interventions sociales de première ligne pour des personnes marginalisées ; des actions dans le monde du travail destinées à des groupes précaires ou en situation d'exclusion sociale ; dans celui des entreprises sociales, destinées à des groupes en difficulté pour accéder à un emploi ; et enfin, dans celui de l'éducation et de la sensibilisation destinées au grand public en général.

## Les programmes sociaux : témoignage de Mila Arratibel

Mila est une des plus anciennes employées d'Emaús San Sebastian. En 17 ans de travail dans le secteur de l'intervention sociale au sein de l'organisation, elle a assisté et participé aux différents changements opérés au sein de la fondation pour répondre adéquatement aux besoins des centaines de personnes qui sont pas-



sées par ses programmes sociaux. Durant toute cette période, ceux-ci ont en effet dû évoluer pour s'adapter aux demandes des participants. Par exemple, ce qui était initialement prévu comme un espace de repos, de récupération physique et psycholo-

gique est devenu, grâce à la demande de bénéficiaires et au travail d'un grand nombre de professionnels, un outil efficace pour avancer vers l'émancipation. Selon Mila, les travailleurs sociaux d'Emaús San Sebastian sont «des accompagnateurs temporels sur

le chemin ouvert par ceux qui frappent à leur porte, et jouent leur rôle dans le respect des décisions de l'autre en créant des liens qui, dans certains cas, se maintiennent dans le temps, bien après que le «contrat» entre les deux parties soient terminé.»

Les personnes qui participent aux programmes sociaux sont nombreuses, mais chacune a sa propre histoire. Elles y trouvent un espace qui, momentanément, leur sert pour atteindre le repos nécessaire et la possibilité d'une réflexion personnelle. Cette réflexion est la première chose qui est demandée aux participants au début de chaque programme. Elle lui donnera les clés du processus à suivre et améliorera, voire

**Les entreprises sociales constituent un pont vers le monde du travail pour beaucoup de travailleurs et travailleuses d'Emaús.**

complétera, les outils proposés nécessaires à la réussite de cette émancipation personnelle.

### **Les entreprises sociales**

Les entreprises sociales constituent un pont vers le

monde du travail pour beaucoup de travailleurs et travailleuses d'Emaús. On y trouve des personnes en processus d'insertion et des personnes qui ont des postes fixes.

Les travailleurs en insertion intègrent d'autres entreprises, une fois qu'ils ont acquis les compétences et les aptitudes nécessaires pour occuper un poste de travail. C'est le cas de Juanma qui a travaillé avec Emaús San Sebastian pendant plusieurs années, en com-

mençant par des tâches de base et en assumant peu à peu diverses responsabilités. Ce poste de travail lui a donné l'opportunité de se former et de se préparer afin de pouvoir affronter seul le monde du travail avec sécurité et confiance et, ainsi, réussir à mener une vie digne de manière autonome.

### **Une société au service de la collectivité et de l'emploi**

Enfin, Emaús a sa propre société. Elle touche les client(e)s des boutiques, celles et ceux qui utilisent son service de ramassage des objets à domicile et les personnes qui participent aux campagnes d'éducation et de sensibilisation. Pour tous ces gens, Emaús est une référence tant pour le travail social qui est réalisé que pour la préservation de l'environnement qui est prônée à travers ses activités. Ils connaissent Emaús non seulement grâce à ses 29 ans de travail mais aussi pour les résultats et les fruits qui ont été récoltés jusqu'à maintenant.

«Nous avons réussi à ce que Emaús soit un point de rencontre pour toute la société à travers ses différentes activités: nous avons une clientèle très variée (immigrants, collectionneurs, jeunes, antiquaires, travailleurs, petits entrepreneurs, etc.) grâce à nos boutiques de vente d'articles d'occasion ; les personnes conscientisées qui sollicitent le service de ramassage sont de tous genres ; et nous arrivons à atteindre un large secteur de la population à travers nos campagnes d'éducation et de sensibilisation (adultes, écoliers, associations, etc.). Tout cela, en obtenant chaque fois plus de reconnaissance et de respect pour notre travail.»

**Olatz Pradini**

Emaús Fondation Sociale,  
département Communication

Traduction : François Greslou

Photos : Emaús San Sebastian



> Animation de sensibilisation au développement durable

> Bureaux et bâtiment de stockage et de vente d'Emaús San Sebastian



T.: +34 943 36 75 34

E-mail: [fundacion@emaus.com](mailto:fundacion@emaus.com)

Web: [www.emaus.com](http://www.emaus.com)

# Le Village n°1

## De l'emploi pour plus d'un millier de travailleurs

Soutenir les personnes en situation de handicap ou exclues du circuit traditionnel du travail dans leur parcours professionnel, et accompagner les adultes en situation de handicap dans leur projet de vie, voilà les deux missions que poursuit le Village n°1.



> Le Village n°1, entreprise d'insertion active dans l'archivage électronique.

**C**omptant plus de 1.000 travailleurs et 200 résidents, le Village n°1 est une organisation qui regroupe en Wallonie une entreprise de travail adapté, un service résidentiel et d'accueil de jour, deux entreprises d'insertion et, en France, une entreprise adaptée ainsi qu'une entreprise d'insertion.

Il s'agit d'une structure aux multiples facettes qui trouve son origine dans les premières initiatives publiques en faveur des personnes handicapées.

### **Du caritatif au non-marchand**

C'est un groupe de parents qui, en 1963, a créé une petite structure susceptible d'héberger et d'occuper une dizaine de personnes devenues adultes. Ils fréquentaient jusqu'alors l'internat d'une école d'enseignement spécialisé.

En 1963, le «fonds national de reclassement social des handicapés» est aussi créé. Il agrée et finance des «ateliers protégés». Le Village n°1 démarre donc en obtenant un des premiers agréments d'atelier protégé. Avait-il pour autant l'ambition de créer des emplois? Pas si sûr. Replaçons-nous un instant dans le contexte de l'époque: 1963 est une période de

plein emploi, bon nombre des exclus d'aujourd'hui auraient alors été en activité. Par contre, il n'existait aucune initiative publique de prise en charge de l'hébergement et des activités occupationnelles pour adultes en situation de handicap. Il a fallu attendre 1967 pour voir naître le «fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés», soit après quatre ans de fonctionnement du Village n°1.

L'atelier protégé de l'époque, avec ses très bas salaires et ses subventions élevées, a constitué pendant quelques années la seule activité de jour proposée aux personnes handicapées adultes qui résidaient au Village n°1. Pris au jeu et surtout poussé par le succès de ses activités, le Village n°1 a bien vite développé son atelier protégé jusqu'à en faire, dans les années 90, le plus grand de Wallonie.

### **De l'atelier protégé à l'entreprise de travail adapté**

Entre 1990 et 2000, le secteur et le Village n°1 se transforment radicalement: changement de dénomination — de l'atelier protégé à l'entreprise de travail adapté —, création d'une commission paritaire, application du salaire minimum garanti, création de délégations syndicales et de conseils d'entreprise, objectivation des subventions en compensation du différentiel réel de productivité lié au handicap, etc. Les ateliers protégés deviennent de véritables entreprises, animées par

Suite page 14 >





Inès An Douche, sans titre, pastel sec sur papier, 65x50 cm. © MAD Musée

## **mad**musée

Le Madmusée, créé en 1998 et reconnu officiellement comme musée par le Ministère de la Culture de la Communauté française depuis 2008, est situé au cœur du Parc D'Avroy à Liège.

Il a pour missions la conservation, la promotion, la sensibilisation, l'étude et la recherche relatives aux productions d'artistes œuvrant, le plus souvent, dans des ateliers tels que le Créahm (Créativité et Handicap mental).

Le Madmusée s'attèle donc avant toute chose à la reconnaissance et à la valorisation d'œuvres créées par des

personnes handicapées mentales, voire malades mentales. Le dessin ci-dessus est une des 1.600 œuvres internationalement reconnues et issues d'horizons variés, que compte la collection permanente du Mad.

Le musée possède également un service d'animations pédagogiques et un centre de documentation.



[www.madmusee.be](http://www.madmusee.be)





> Atelier de conditionnement d'articles divers.

la finalité sociale, la création d'emplois pour les personnes en situation de handicap.

### **Du non-marchand à l'économie sociale**

Ces dix dernières années, cette finalité a été plutôt bien rencontrée au Village n°1. Le taux de création d'emplois nouveaux a été spectaculaire. Pour des travailleurs handicapés, bien sûr, mais plus seulement. Une question s'est bien vite posée: cette tendance favorable ne pouvait-elle pas bénéficier à d'autres personnes exclues du circuit traditionnel du travail?

L'idée de diversifier les activités s'est alors concrétisée. Au traditionnel conditionnement, nous avons ajouté des activités nouvelles telles que l'aménagement de bâtiments, la buanderie, le repassage «titres-services», la

gestion électronique de documents, le centre d'appels, etc. et nous avons élargi notre public cible en créant des entreprises d'insertion.

**Ces dix dernières années, au Village n°1, le taux de création d'emplois nouveaux a été spectaculaire. Pour des travailleurs handicapés, bien sûr, mais plus seulement.**

### **La rencontre avec Terre, les outils au service des idéaux...**

Au Village n°1, nous suivons un principe essentiel. Nous puisons nos évolutions, nos initiatives porteuses sur la conviction forte du bien-fondé de notre finalité,

mais aussi, en s'enrichissant des rencontres avec notre environnement. Notre rencontre avec Terre fait partie de ces tremplins qui nous ont permis d'évoluer.

Lorsqu'on regarde le Village n°1 aujourd'hui, on peut distinguer certains signes qui trahissent l'inspiration puisée chez Terre. Le statut juri-

dique de nos sociétés à finalité sociale et le mode d'intégration de nos travailleurs en sont des exemples. Plus que cela, Terre est une entreprise qui travaille avec sincérité. Cette entreprise a un talent incomparable pour mettre constamment tous les outils possibles au service exclusif de ses idéaux. Tout chez Terre respire la finalité sociale.

Voilà un modèle dont le Village n°1 aime s'inspirer. |

**Stéphane Emmanuelidis**  
Directeur général du Village n°1  
Photos :Village n°1

 [www.levillage1.be](http://www.levillage1.be)

# Scènes et fil, une coopérative née pour costumer vos envies !

**Cinq femmes prennent en main leur avenir avec passion**

Entretien avec Christine Vandenhove, coopératrice de Scènes et fil

## **Racontez-nous l'histoire de Scènes et fil.**

Dans Scènes et Fil, nous sommes cinq femmes. On a toutes suivi une formation en création de costumes qu'on a terminée en décembre 2007. Suite à ça, on avait envie de continuer à travailler ensemble. L'école des Femmes prévoyantes socialistes, où l'on a suivi la formation, trouvait que ça aurait été dommage de ne pas garder les compétences qu'on avait mises ensemble durant la formation et nous a proposé de monter cet atelier. Nous sommes toutes de formation artistique différente, ce qui nous rend assez complémentaires: Todo travaille le métal, Françoise est tapissier-garnisseur, Perrine et moi avons fait la scénographie et avons travaillé sur des marionnettes, quant à Cécile, elle a fait la photographie. Tout ça complétait bien notre activité sur les costumes.

Quand on a décidé de créer l'atelier Scènes et fil, on a fonctionné une première année sous contrat SMart<sup>1</sup> uniquement en formation de projets. Puis, quand on a vu qu'il y avait moyen de déclarer quelques contrats, l'école qui nous suivait toujours avec la Mutualité socialiste, a proposé qu'on monte une coopérative. Je ne sais pas si on aurait eu le courage de monter l'atelier toutes seules, heureusement qu'on a eu un soutien.

## **Pourquoi avoir choisi le statut de coopérative ?**

Pendant nos deux années de formation et l'année qui a suivi, on travaillait toutes sur un même pied d'égalité, en coopération. L'intérêt de la coopérative, c'était justement de continuer dans ce système-là, sans se retrouver avec un chef qui répartirait le tra-

vail. On se responsabilise plus vis-à-vis de notre travail, comme on le faisait déjà auparavant.

C'est aussi assez démocratique puisque, pour toute décision à prendre, on fait des réunions d'équipe et c'est toujours la majorité qui décide. Heureusement, ce n'est pas toujours la même majorité: comme nos personnalités sont assez différentes, on ne sait pas à l'avance ce qui va se décider. Les décisions portent aussi bien sur des détails (notre nouvelle carte de visite par exemple) que sur des choses plus importantes

**C'est aussi assez démocratique puisque, pour toute décision à prendre, on fait des réunions d'équipe et c'est toujours la majorité qui décide.**



> Christine Vandenhove



> Françoise Çember, membre de la coopérative Scènes et fil.

qui touchent à l'orientation que l'on veut donner à l'atelier. En même temps, ce système nous permet une certaine souplesse: même si la majorité n'est pas d'accord, ce n'est pas pour autant qu'on dit non. Imaginons qu'on décide de faire de la création de robes de mariée. Si certaines d'entre nous ne sont pas partantes, elles ont le droit de refuser d'y travailler, tandis que celles qui sont intéressées peuvent accepter la commande. On peut ainsi aller vers ce qu'on aime faire sans être limitées, sans avoir une politique trop restreinte. Vu qu'on a des envies différentes au sein de l'équipe, on accepte la plupart des commandes. Il nous arrive de refuser, si on se rend compte que ce n'est pas viable du tout et que ce n'est pas gérable par rapport au reste.

Par rapport aux charges administratives, c'est sensiblement la même chose. On s'est réparti le travail en ce qui concerne les devis, les réponses par e-mail, la comptabilité, les commandes aux fournisseurs... en fonction de nos accroches respectives.

#### **Quel est votre mode de fonctionnement ?**

Comme on a créé une coopérative l'année passée, on a directement commencé à travailler à cinq. Il faut être réaliste, une entreprise qui vient de se créer n'assure pas cinq emplois à temps plein donc on a toutes été obligées de trouver du travail à côté. Il n'y a qu'une personne qui est ici à temps plein, sous statut Article 60. C'est un peu le paradoxe de la coopérative: d'un côté, il faut pouvoir accepter les commandes

qui arrivent, ne pas les refuser au risque de perdre de futurs clients qui pourraient revenir, d'un autre côté à cause de nos emplois du temps chargés puisqu'on a toutes du travail à côté, on devrait parfois refuser.

On travaille toujours sous contrat artistique, à la commande. On peut déclarer un certain nombre de jours de travail par mois. Pour l'instant, il n'y a que le temps qu'on passe sur les costumes qui est comptabilisé dans nos heures de travail.

#### **Faites-vous parfois appel à d'autres personnes ?**

Oui. On a eu un suivi via la Febecoop (Fédération belge de l'économie sociale et coopérative), qui nous a suggéré de faire au moins de la sous-traitance pour éviter de refuser des commandes. Cette deuxième année qu'on entame sert un peu d'année test. Nous évaluons si c'est viable d'accepter toutes les commandes qu'on nous propose et nous voyons comment ça se passe financièrement. Donc pour l'instant on fait parfois appel à l'extérieur, mais c'est assez rare. Nous prenons en charge le gros des commandes.

#### **Êtes-vous amenées à refuser certains contrats ?**

Oui, par exemple quand un client n'a pas les moyens financièrement. Créer un costume a un coût: c'est de la main-d'œuvre belge, avec des barèmes à la belge. Les gens sont habitués à acheter leurs vêtements à 15-20 € dans les magasins de grande distribution. Mais les gens n'ont plus conscience que les coûts de production en Belgique sont forcément plus élevés. Ils connaissent par exemple le prix d'une robe de mariée et se rendent bien compte du prix d'un tailleur. Pourtant, ils semblent oublier que la confection belge, c'est le même tarif horaire que la confection d'une robe de mariée. Le prix change parfois en fonction des matières, mais en gros, ce qu'on paye, c'est surtout la main-d'œuvre. Les gens à qui on remet un prix ont parfois l'impression que c'est horriblement cher. On doit leur rappeler que c'est parce que le reste est trop bon marché. La main-d'œuvre étrangère est souvent sous-payée. Du coup, les gens ont perdu la notion du travail et du temps qu'il faut pour réaliser un vêtement. Ils ont l'impression que ce qui revient le plus cher, c'est le tissu. Or ça ne représente qu'un tiers, voire parfois jusqu'à un sixième du prix du costume. Tout le reste, ce sont des heures de travail.

#### **Qui sont vos clients, principalement les théâtres ?**

De tout. On s'est tournée vers les théâtres, mais il

Il y a aussi beaucoup de particuliers qui viennent chez nous, des troupes amateurs, des artistes de rue. La commande qu'on vient de terminer venait de la commune de Comblain-au-Pont. Pour la réhabilitation de ses grottes, elle monte un spectacle exceptionnel. Notre prochaine commande vient d'un particulier qui veut faire refaire un costume pour lequel il est prêt à investir.

#### Comment vous êtes-vous fait connaître ?

On s'est surtout fait connaître au début auprès des théâtres par un démarchage de la clientèle. On contactait les théâtres, on essayait d'obtenir un rendez-vous ou on leur envoyait au moins une brochure. Beaucoup nous ont recontactés. Le démarchage est assez rare au niveau des costumières, je ne connais personne qui ait fait ça. Les théâtres nous ont dit qu'on était les premières. C'est souvent à eux de trouver l'info. Nous, on leur amenait nos services sur un plateau.

#### Y a-t-il d'autres coopératives dans le domaine du costume ?

Dans ce domaine, il n'y a pas d'autre coopérative comme la nôtre. Il y a deux autres ateliers, situés à Bruxelles, sinon la plupart des costumières travaillent en free-lance ou sont liées à un théâtre. Il y a beaucoup de stylistes qui s'improvisent costumiers. La plupart sont engagés à la commande ou viennent en renfort dans les théâtres parce que les théâtres ont des petites équipes constantes.

#### Comment vous positionnez-vous par rapport aux vêtements de seconde main ? Privilégiez-vous la récup' ?

Le principe est le même que dans le bâtiment. Ça coûte parfois moins cher de tout détruire et de tout reconstruire que de faire de la rénovation. Dans certains cas, c'est plus facile pour nous de trouver un costume tout fait et de rajouter quelques éléments... On essaye de privilégier la récupération en achetant beaucoup dans les magasins de seconde main, notamment dans les boutiques Terre. Malheureusement, on ne peut pas se créer un stock. Souvent, les gens nous amènent des choses, mais on ne peut pas stocker des pièces et des tissus. On ne sait jamais quelle sera la prochaine commande et de quel type de tissu on aura besoin. On travaille au jour le jour.

À la base, nous sommes toutes sorties du chômage ou du CPAS grâce à la coopérative. On sait la difficulté de trouver de l'emploi là-dedans. On voudrait avoir un jour la possibilité de vivre de ça et même d'engager des gens.



Rechercher un costume représente aussi des heures de travail, donc ce n'est pas nécessairement plus intéressant pour le client ; d'autant plus qu'il y a encore le travail de transformation.

#### Comment voyez-vous votre lien à l'économie sociale ?

À la base, nous sommes toutes sorties du chômage ou du CPAS grâce à la coopérative. On sait la difficulté de trouver de l'emploi là-dedans. On voudrait avoir un jour la possibilité de vivre de ça et même d'engager des gens (on reçoit beaucoup de candidatures)... Le but est de remettre des gens qui cherchent du travail sur pied, dans leur secteur, des gens qui sont spécialisés mais qui ne savent pas trop vers où aller.

Notre but est aussi d'aider le secteur culturel qui a tendance àéricliter. Quand un spectacle est attrayant, c'est bien sûr grâce à la mise en scène et aux décors. Mais les costumes y participent aussi. Nous voudrions permettre aux petites compagnies d'avoir des costumes, on essaye de trouver des solutions avec elles en fonction de leur budget. Les gens ont parfois l'impression aussi que, comme on fait partie de l'économie sociale, c'est du travail gratuit, mais on veut être payées décentement pour ce qu'on fait, ce qui n'est pas toujours le cas.

#### Quels sont vos objectifs pour les quelques années à venir ?

Arriver à ce qu'on soit toutes engagées ici, avoir cinq mi-temps ce serait déjà bien dans un premier temps, des temps pleins ce serait encore mieux ; de pouvoir développer, de ne pas se limiter aux costumes. On est en collaboration avec des perruquières, des personnes qui travaillent sur des masques. L'idéal serait qu'on puisse les faire intervenir dans l'atelier, qu'on puisse faire profiter d'autres que nous qui cherchent à travailler dans le domaine. |

Entretien et photos : Geneviève Godard et Anne Somzé

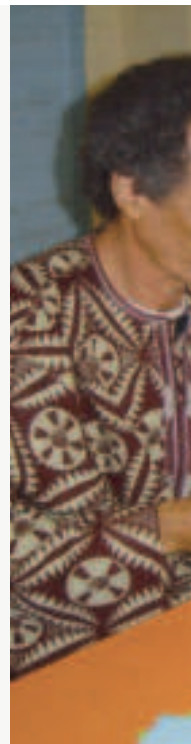


**Scènes et fil scrifs**  
Rue Natalis, 7  
4020 Liège  
Tél +32 4 343 78 36  
info@scenesetfil.be – www.scenesetfil.be

1. SMart est une association d'artistes professionnels née de la demande d'artistes confrontés aux difficultés de gestion de leur statut et de leurs activités, difficultés souvent liées aux contraintes de la nature intermittente de l'activité artistique et au caractère irrégulier des revenus de ces activités.

# Les acteurs et bénéficiaires de l'économie sociale en Afrique

Entretien avec Bénédicte Fonteneau (KUL)



Bénédicte Fonteneau, sociologue des organisations, fait de la recherche à l'Université de Leuven sur le thème de l'économie sociale en Afrique depuis plus de dix ans.

Après nous avoir donné son point de vue sur la manière dont ce mode de développement est vécu sur le continent africain (voir le journal *Terre* n°124), elle nous donne un éclairage inédit — rompant définitivement avec les idées reçues — sur les acteurs qui le promeuvent et/ou en bénéficient.

## **Q**ue pourriez-vous nous dire sur les modes de fonctionnement des entreprises et organisations d'économie sociale en Afrique ?

Face aux organisations qu'on étudie (qu'elles aient le statut associatif, coopératif, de groupement villageois, de mutuelle ou autre), il faut pouvoir distinguer la manière dont elles s'appellent — ainsi que les structures formelles voire les principes qu'elles ont dû mettre en place pour pouvoir exister officiellement — de leur fonctionnement réel.

Ce fonctionnement réel n'est pas uniquement ce qu'on voit. En effet, toutes les associations vont tenir des assemblées générales, avoir un conseil d'administration, un bureau exécutif, un comité de contrôle... Mais le fait d'avoir des structures formelles ne signifie pas encore que c'est là où se prennent les décisions. Ce qu'on essaye de voir c'est donc comment se prennent vraiment les décisions.

Il ne faut pas généraliser à toutes les organisations mais en Afrique, il me semble évident qu'il y a une prédominance du leadership. Nous considérons que l'économie sociale recouvre des structures d'actions collectives, et tant au Nord qu'au Sud, on a souvent été tenté de comprendre les structures comme fonctionnant de manière collective. Toutefois, si on les observe à fond, on se rend compte, particulièrement lorsque nous sommes face à des organisations qui fonctionnent bien (qui existent depuis longtemps, évoluent...), qu'il y a souvent un leadership important et qu'il est parfois lié à une seule personne. Cela met un peu en péril notre vision de la dimension collective de l'économie sociale y compris dans la prise de décisions. On peut en avoir une lecture culturaliste en disant que c'est propre à certaines cultures africaines de faire confiance à un chef et d'accepter ses décisions. Une lecture plus fonctionnelle nous dirait qu'on est souvent dans des contextes où, pour pouvoir faire fonctionner une organisation «d'économie sociale» un peu comme on l'entend (qui demande de trouver des marchés, d'avoir des contacts, de trouver des financements extérieurs...), il faut pouvoir compter sur des gens qui ont des réseaux et des contacts.

Ces leaders seront le plus souvent des gens qui sont issus de la localité, qui en sont sortis pour faire des études, devenir fonctionnaires... et qui reviennent pour différents motifs en vue d'y lancer une structure.

Quand on regarde les organisations d'économie sociale au Nord, le leadership est loin d'être une dimension absente. Nous sommes dans des contextes où les rapports de force sont parfois plus tendus, où l'échelle sociale reste présente et de cela découle une



certaines hiérarchies. Si pour l'Afrique on se réfère à des cadres traditionnels hiérarchiques, les différences resteront parce que l'un appartient à une ethnie, l'autre à l'autre, parce que l'un est plus âgé, parce que c'est un homme ou une femme... Bref, il y a ce qu'on peut voir, ce que les gens vont instrumentaliser pour faire réussir leur entreprise et enfin, il y a la hiérarchie réelle qui n'est pas celle que l'on peut observer. Le leader reste toujours le leader (et parfois bien plus) même si sa place est déterminée dans la structure formelle.

**L'intérêt est donc aussi de voir dans quelle mesure les leaders laissent de la place aux personnes avec lesquelles ils travaillent ?**

Oui, exactement. On voit que dans beaucoup d'organisations, c'est un enjeu qui n'est pas facile à régler. Surtout que dans des pays où l'élite est réduite, les personnes qui sortent un peu du lot vont rapidement être sollicitées pour prendre d'autres responsabilités (politiques, associatives, etc.). Ce sont donc aussi des lieux d'acquisition de pouvoir. On sait qu'en Afrique, la voie associative est un moyen d'acquiescer du pouvoir quand les élections dysfonctionnent ou ne le permettent pas. Ces leaders peuvent donc être tentés de faire de réelles structures d'actions collectives, de mettre en place des dynamiques de prise de décision participatives mais sont en même temps tirés vers le pouvoir et par la peur de perdre la maîtrise de l'organisation. Cela renforce donc encore le caractère unipersonnel de l'association et de sa dépendance au leader. C'est évidemment un problème car quand cette personne

**Ca peut être un choix d'impliquer plus ou moins fortement les bénéficiaires, de ne pas les impliquer ou bien, comme cela se passe souvent, de les impliquer dans une logique plus instrumentale.**

meurt ou se désintéresse de l'association, cette dernière se délite.

Cependant, cela n'enlève pas qu'il y ait mille et un comités dans ces organisations avec parfois plus de tensions entre la base et le sommet de la structure, mais c'est une configuration qu'on va retrouver presque systématiquement.

**Et qu'en est-il alors de la prise en compte des bénéficiaires dans le mode de fonctionnement ?**

Tout d'abord, il faut savoir que quand on s'intéresse aux associations du Sud, on fait la différence entre les associations altruistes et les associations d'intérêt mutuel.

Dans les associations altruistes, les initiateurs et les gestionnaires ne sont pas des bénéficiaires potentiels des services qui vont être fournis par l'association. Ils ont donc déjà une place à part. Les bénéficiaires peuvent ne pas être associés aux prises de décisions ou à la conception des services.

Dans les organisations d'intérêt mutuel — comme les mutuelles ou d'autres types d'associations d'auto-support —, les gens prennent l'initiative de répondre à des besoins qu'ils ressentent aussi. Les bénéficiaires seront donc en même temps les cibles des services et aux commandes de l'organisation.

Au sein des associations altruistes, ça peut être un choix d'impliquer plus ou moins fortement les bénéficiaires, de ne pas les impliquer ou bien, comme cela se passe souvent, de les impliquer dans une logique plus instrumentale (dans le sens positif du terme) en les invitant à participer à différents travaux manuels pour la construction d'infrastructures dont ils vont bénéficier par la suite. On peut voir ça comme un «investissement de la communauté» ou bien comme une simple logique de réduction des coûts. C'est souvent un peu les deux.

La participation même des bénéficiaires doit donc surtout être prise en compte quand il s'agit d'une des caractéristiques revendiquées par l'association étudiée.

Mais cette participation n'est pas simple. Dans le cas des mutuelles de santé en Afrique par exemple, on remarque que ce n'est pas évident de gérer une assurance et de prendre des décisions qui ont des conséquences en termes de rentabilité et de durabilité financière avec des membres et des bénéficiaires qui n'ont pas nécessairement toute l'information. En effet, au Nord ou au Sud, si on veut la participation il faut s'en donner les moyens et ça passe par un

long travail d'éducation et de sensibilisation pour que la participation puisse réellement avoir lieu. Parfois, si on pousse la participation trop loin par souci de cohérence extrême, on en arrive à accepter que de mauvaises décisions soient prises. La solution n'est donc pas toujours de donner une priorité absolue au processus de participation, surtout quand le travail d'information n'a pu être poussé assez loin. Il est parfois préférable de commencer plus doucement, de montrer aux membres comment les choses peuvent se mettre en place, les conséquences que peuvent avoir de mauvaises décisions et les inclure petit à petit dans les processus de décision selon ce que les membres, les gérants et la nature de l'organisation veulent et lorsqu'ils sont au fait de la manière dont la mutuelle fonctionne.

**Mais s'agit-il encore d'économie sociale si cette participation des membres est remise en question ?**

Il faut toujours rappeler que les gens n'appellent pas forcément ça de l'économie sociale et que dans certains cas, la participation des bénéficiaires n'est pas toujours un choix mais plutôt une voie obligée. Pour les comités de point d'eau par exemple, il est clair que dans toutes les actions qui ont été faites autour de l'accès à l'eau des populations, il y a cette question de la gestion et de l'accès à l'eau qui a été posée. Et en l'absence d'acteur privé à but lucratif ou d'autres structures, cette gestion a été confiée à la population qui, quasi bénévolement ou avec un système de fonds rotatif, gère le point d'eau et fait payer les gens pour pouvoir l'entretenir.

*> Les membres vont définir les règles qui seront propres à leur organisation mais celles-ci n'iront peut-être pas dans le sens de l'économie sociale telle qu'on l'entend au niveau international, notamment en regard de cette notion de participation qui est assez forte.*

**En Afrique, jamais des initiatives d'économie sociale quelles qu'elles soient ne vont parvenir à répondre à tous les besoins. Et ce ne serait même pas une bonne chose car elles n'ont pas à avoir ce réflexe d'équité.**

Mais cela n'a pas toujours été un choix. Dans certains cas, si les bénéficiaires voulaient avoir accès à l'eau et qu'on construise le puits, c'est ce qu'on leur suggérerait fortement de faire. Donc l'aspect « initiative prise par les bénéficiaires et participation de ceux-ci » est à relativiser. Il y a parfois une réappropriation du projet et les gens s'en occupent mais s'il y avait d'autres personnes voire un acteur privé pour le prendre en main, beaucoup d'entre eux ne seraient pas forcément mécontents.

Même si l'idée est défendable, la participation de la population qui en résulte n'est pas forcément une demande de celle-ci. Cette notion est donc à relativiser.

**À quels types de bénéficiaires s'adresse l'économie sociale en Afrique ?**

Cela dépend beaucoup des structures dont on parle : en fonction du type d'initiative, de secteur, de service offert, de contrepartie demandée pour avoir accès au service... telle ou telle catégorie de bénéficiaires va être touchée. Quand on parle de bénéficiaires, ce n'est pas forcément en termes de degré de pauvreté. Il y a parfois des différenciations hommes/femmes, enfants/adultes, handicapés/pas handicapés, rural/urbain. Il n'existe pas à ma connaissance de statistiques correctes qui peuvent donner cet aperçu, et certainement pas au niveau d'un continent voire d'un pays ni même d'une localité. Nous n'avons que des informations partielles par types d'initiatives sur qui est touché. Ce qui est sûr, c'est que les critères sont limitatifs et viseront donc un nombre de bénéficiaires restreint. En Afrique, jamais des initiatives d'économie sociale quelles qu'elles soient ne vont parvenir à répondre à tous les besoins. Et ce ne serait même pas une bonne chose car elles n'ont pas à avoir ce réflexe d'équité. Cela reste des initiatives privées ! Si moi, demain, je décide de monter une association pour les femmes qui ont des chignons comme moi, je pourrais le faire sans que cela ne m'oblige à y intégrer des femmes qui n'ont pas de chignon ou bien des hommes ! Et c'est bien dans cette logique qu'il faut comprendre ces initiatives car souvent, on a des attentes qui ne sont pas légitimes mais poussées par l'ampleur des besoins qu'on observe.

Ces associations ont déjà tendance à devenir multifonctionnelles dans le sens où elles commencent dans la santé, puis elles vont faire du crédit, un peu d'agriculture... Elles vont toujours avoir tendance à répondre à beaucoup



de besoins qui se présentent dans le territoire. Il y a une logique par rapport aux besoins de leurs membres ou de leurs bénéficiaires mais cette diversification se fait souvent au détriment de l'efficacité des actions. Donc l'État reste incontournable bien qu'on n'ait pas encore trouvé la solution puisqu'il n'y a pas de moyens pouvant être mis au service des besoins identifiés.

**Quels sont les éléments de l'économie sociale qui, pour vous, sont les plus importants et pourraient vraiment participer et amener une plus-value, à un mode de développement — au sens large du terme — pour les populations du Sud ?**

Ce qui est pour moi le plus intéressant dans ces initiatives, c'est la définition des règles. C'est le fait, pour le membre, de pouvoir définir les règles qui conditionnent son accès à des services de base et les conditions dans lesquelles il va travailler. C'est vraiment ce qui m'intéresse dans l'économie sociale, quelles que soient les définitions qu'on lui donne.

Le principe de subordination qu'on retrouve dans la définition des contrats de travail au niveau du secteur public, du secteur privé à but lucratif voire dans le monde associatif est pour moi très fort. Cette subordination à une hiérarchie qui peut être placée là administrative ou bien financièrement parce que c'est elle qui détient les moyens de production peut selon moi détruire la créativité et la liberté des travailleurs.

Sur ce thème, il y a donc des enseignements à tirer de ce qu'on observe dans les organisations d'économie sociale tant du Nord que du Sud.

Ce qui sera décidé au sein de ces initiatives ne sera donc pas forcément d'aller vers des systèmes participatifs mais je ne suis pas persuadée que ce soit ça le plus important. Le plus important c'est qu'il y ait une définition commune des règles et qu'il y ait possibilité de contrôle voire de sanction si les règles ne sont pas respectées. On se situe donc à un autre niveau que dans les entreprises classiques.

**L'important c'est donc la possibilité pour les gens de se mettre en projet collectivement et de se définir un mode de fonctionnement commun ?**

Oui, c'est juste ça. Et après, on trouvera certainement des traits qui sont communs aux associations et d'autres qui ne le sont pas.

Si on arrive à faire des études très «micro» sur des entreprises et des organisations d'économie sociale



> Groupement villageois du Sanmatenga au Burkina Faso

du Nord et du Sud en se posant la question de savoir comment elles fonctionnent vraiment pour arriver à une cohésion sociale et collective, on va apprendre des choses. Pour l'instant, même sur les études réalisées actuellement sur l'économie sociale au Sud, on a des indices et on formule des hypothèses en se disant que le fonctionnement réel n'est probablement pas celui qu'on observe formellement mais dans beaucoup de cas, on n'a pas encore décorqué le fonctionnement réel de ces associations.

Parfois, notre volonté de démontrer que l'économie sociale existe au Sud, qu'il y a des initiatives de ce type, nous fait un peu sortir de notre neutralité de chercheur. Le fait de décorquer le fonctionnement réel de ces initiatives du Sud nous permettra peut-être enfin de les comprendre en profondeur et de comparer les multiples initiatives du (des) Nord(s) et du (des) Sud(s). Ce qu'on va trouver ne va peut-être pas forcément nous plaire! Mais est-ce vraiment

ce qui nous plaît qui sera le plus efficace en termes de développement, de respect des gens et de réponse à des besoins?

L'important pour moi c'est la détermination collective des règles – même si c'est pour dire que ce sera à une seule personne que reviendra le pouvoir de décision – avec une possibilité de contrôle et de sanction de la part des membres. Bien entendu, que ce soit au Nord ou au Sud, il ne faut pas sous-estimer les difficultés que pose la manipulation qu'on peut faire de n'importe quel groupe pour arriver à influencer une décision... C'est un point d'attention à ne pas perdre de vue. |

**Le plus important c'est qu'il y ait une définition commune des règles et qu'il y ait possibilité de contrôle voire de sanction si les règles ne sont pas respectées.**

Entretien : David Gabriel  
Photos : C. Legay

terre n°125 • été 2009

## La gestion solidaire de matériaux recyclables par des femmes à Arequipa (Pérou)

« **F**emmes Écosolidaires » est une initiative portée par des femmes en situation de pauvreté ayant comme antécédent une participation active dans des organisations populaires (ex: cantines collectives servant des repas à prix démocratique pour les personnes défavorisées du quartier...)

À partir des années 90, ces organisations ont connu une forte intervention de l'État qui les a peu à peu privées de leur indépendance et poussées dans « l'assistancialisme ». Malgré cela, elles ont su garder la force nécessaire pour se mobiliser et répondre de manière collective à leurs besoins qui, aujourd'hui que l'État est moins présent, sont de plus en plus criants.

Une des initiatives pratiques qui permet à ces femmes de générer des revenus de manière autonome est la collecte et la vente de matériaux recyclables. Ce travail se fait dans le cadre d'une économie solidaire.

Pour ce faire, elles s'organisent collectivement en mettant en avant des principes de coopération et d'entraide. Elles élisent un comité de direction et mettent en place des accords et des normes claires de travail en commun. Ensemble, elles planifient leurs activités et renforcent leurs compétences. Les collectes de matériaux recyclables sont réalisées dans des quartiers plus favorisés de la ville via une sensibilisation au porte-à-porte avec l'aide de volontaires, souvent de jeunes universitaires. Les ménages sont invités à trier leurs déchets et à les remettre aux femmes lors des collectes. Celles-ci vont ensuite les classer par catégories plus spécifiques et les revendre. La recette est distribuée au prorata des jours travaillés et une partie alimente

un fonds de solidarité pour l'association dont les femmes proviennent.

### La nécessaire collaboration des pouvoirs publics

La ville d'Arequipa n'a pas de dispositif clair concernant la collecte et la gestion des résidus solides, qui atteignent actuellement 623 tonnes/jour, produits par une population de 864.250 habitants.

Cette inefficacité malgré la responsabilité des gouvernements locaux est manifeste au niveau de l'accumulation de résidus solides très souvent mélangés avec des résidus dangereux dans des tas d'ordures "informels". Ces décharges sauvages attirent des personnes économiquement défavorisées qui, dans des conditions de complète insalubrité et insécurité, se consacrent à la récupération des déchets valorisables.

Les alliances stratégiques avec les gouvernements locaux sont donc indispensables. Bien qu'un accord de coopération ait été signé avec la mairie d'une des deux communes d'intervention, on ne voit pas encore dans la pratique l'engagement de ces entités pour prendre en main la gestion des

résidus dans leurs circonscriptions respectives. Par contre, une autre municipalité de la ville d'Arequipa, très intéressée par la gestion de l'environnement, a appuyé les groupes de Femmes Ecosolidaires en ce qui concerne le renforcement de leurs compétences par le biais de visites de ses centres de recyclage et de fabrication de compost.

Enfin, un engagement a été pris avec l'entreprise privée de la ville qui travaille le papier recyclé pour que non seulement elle achète le papier collecté par les groupes de femmes, mais qu'elle les forme à la classification des différents types de papiers et cartons. Beaucoup de défis sont encore à relever pour arriver à une gestion solidaire de notre ville.

Toutefois, nous croyons fermement que ces initiatives durables permettront de générer et de construire une nouvelle manière de faire de l'économie en mettant en valeur nos ressources, une nouvelle manière de penser et d'entrer en relation dans un processus de transformation de notre société. |

**Yaneth Fernández Collado**

Gérante du programme « Citoyenneté et Démocratie »

CECYCAP (partenaire d'Autre Terre au Pérou)

Traduction : F.G.



## La gestion des vêtements usagés, un service qui gagne à être (re)connu

**E**n termes de gestion des déchets, tout le monde s'accorde aujourd'hui à dire que le meilleur déchet est celui qui n'existe pas. Mais quand on ne peut l'éviter, il est préférable de réutiliser avant de recycler puis de valoriser énergétiquement.

La filière textile s'inscrit pleinement dans ce principe puisqu'elle fait de la réutilisation de manière massive. Plus de 50% des vêtements récupérés sont réutilisés. Ce taux de réutilisation exceptionnel n'est jamais atteint par aucune autre filière.

En Régions wallonne et de Bruxelles-Capitale, la filière textile est essentiellement le fait de l'économie sociale et solidaire (Terre – Oxfam – Les Petits-Riens). Elle met gratuitement à disposition de la population un réseau de bulles-à-vêtements. Celui-ci quadrille toute la partie francophone du pays. Signalons également la professionnalisation de nos centres de tri. C'est un élément essentiel pour assurer la bonne affectation de chaque vêtement récupéré.

Cette activité subit cependant une crise structurelle liée à la baisse de qualité des vêtements neufs. Relevons la multiplication des enseignes « bas prix-basse qualité » et les vêtements vendus par les particuliers sur les brocantes ou sur eBay. Les tex-

tiles sont donc déjà réutilisés une première voire une seconde fois lorsqu'ils arrivent dans notre filière. Ce double phénomène réduit la fraction réutilisable. Or, seule cette dernière couvre les coûts de collecte et de tri. Le « réutilisable » est passé de 60 % à 50 % en dix ans. Ce constat a été établi par tous les acteurs européens du secteur — qu'ils soient du privé ou de l'économie sociale — réunis lors du projet «OUVERTES»<sup>1</sup> en 2005. Notons également que notre clientèle est un public à faible pouvoir d'achat. Il n'est donc pas possible d'augmenter fortement les prix.

### Le soutien de la Région de Bruxelles-Capitale et celui réclamé à la Région wallonne

Pour ces raisons, la Région de Bruxelles-Capitale soutient depuis longtemps la réutilisation de la filière textile. Elle envisage cependant de réduire cet appui pour l'étendre à d'autres filières. Si nous saluons cette ouverture aux autres filières, nous ne pouvons cautionner qu'elle se fasse au détriment de la filière textile et nous demandons aux responsables politiques bruxellois de tenir compte du constat précédent. La Région wallonne est à la traîne par rapport à sa collègue bruxelloise. Nous espérons encore voir aboutir un arrêté du Gou-

vernement wallon avant la fin de la législature permettant également de soutenir la réutilisation.

Enfin, certains bureaux de consultance au service des administrations mettent en avant que les centres de tri flamands du secteur privé obtiennent des résultats sans soutien. Ils oublient de mentionner qu'ils s'approvisionnent avec des lots de vêtements récupérés dans les meilleures régions d'Europe. Ils retrouvent ainsi les 60 % de réutilisables indispensables au bon fonctionnement de la filière. Ils sont également les seuls à s'opposer aux constats du projet « OUVERTES ».

Enfin, si j'ai mis en avant le côté environnemental de la récupération textile, il est important de rappeler que ce secteur qui ne demande pas de qualification spécifique donne du travail à des centaines de travailleurs. Il est important de préserver ce type d'activité pour tous ceux qui n'auront jamais la possibilité de prendre le train de la formation en marche. ■

William Wauters

1. Ce projet a permis, pour la première fois en Europe, de rassembler autour de la filière du textile des acteurs du monde caritatif, de l'industrie, de l'économie sociale, ainsi que des syndicats de salarié(e)s de sept pays d'Europe (France, Royaume-Uni, Pologne, Espagne, Pays-Bas, Belgique, Allemagne). Leur objectif était de dresser un état des lieux de la situation, trouver des pistes de solution et mobiliser les acteurs institutionnels autour de la question.

## Brèves

### Esperanzah ! 2009

Du 31 juillet au 02 août, Autre Terre sera présente au Festival Esperanzah ! 2009 à l'Abbaye de Floreffe.

Venez nous y rejoindre nombreux !  
Le thème de cette année :

**Travail décent : Rerégularisons !**

 +32 (0)4 240 68 48  
[www.autreterre.org](http://www.autreterre.org)

### Site d'Autre Terre

Autre Terre a opéré une refonte de son site Internet. Encore plus dynamique, il vous informe sur l'ensemble des activités de l'ONG.

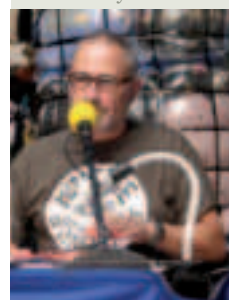
 [www.autreterre.org](http://www.autreterre.org)

### Jeu des Dictionnaires chez Terre

Remémorez-vous les bons moments passés au tri textile de Herstal

(semaine du 06 au 11 juin) en retrouvant l'émission sur le site de la RTBF.

 [www.lapremiere.be](http://www.lapremiere.be)  
> Raoul Reyers



Q. Mortier / Autre Terre



Aucun apprentissage n'évite le voyage. Sous la conduite d'un guide, l'éducation pousse à l'extérieur. Pars : sors. Sors du ventre de ta mère, du berceau, de l'ombre portée par la maison du père et des paysages juvéniles. Au vent, à la pluie : dehors manquent les abris. Tes idées initiales ne répètent que des mots anciens. Jeune : vieux perroquet. Le voyage des enfants, voilà le sens nu du mot grec pédagogie. Apprendre lance l'errance.

Michel Serres,  
Le Tiers-Instruit, Ed. François Bourin, 1991.

**terre** est une publication destinée à promouvoir l'économie sociale et solidaire à travers des initiatives ainsi que des réflexions du Nord et du Sud.

Abonnement (libre) et information

**T : +32 (0)4 240 58 38 - E : [info@autreterre.org](mailto:info@autreterre.org)**

**[www.autreterre.org](http://www.autreterre.org) - [www.terre.be](http://www.terre.be) - [www.entreprenreaurement.be](http://www.entreprenreaurement.be)**

